



Le 24 juin, chaque agent de la DGFIP Nord a toutes les raisons de se faire entendre par la grève et la manifestation !!!

Le 17 juin 2010

Le gouvernement vient de rendre public l'avant-projet de loi sur la réforme des retraites.

C'est **une réforme brutale pour un recul social sans précédent** :

- L'âge de départ en retraite serait repoussé à partir du 1er juillet 2011 sur un rythme accéléré, pour atteindre 62 ans pour les salariés qui peuvent prétendre aujourd'hui à partir en retraite en 2016.
- Le droit à la retraite à taux plein serait porté à 67 ans.
- Les femmes, dont 30 % sont déjà contraintes aujourd'hui de partir à 65 ans en seront les principales victimes.
- Les différentes mesures d'âge vont toucher plus particulièrement les jeunes. D'ici 2016, c'est plus d'un million d'emplois qui ne leur seront pas ouverts parce que leurs parents devront travailler plus longtemps.
- Pour les fonctionnaires, la cotisation retraite augmentera de 2,7 %. Le dispositif de départ anticipé pour les femmes ayant eu trois enfants disparaîtrait.
- Etc.

Au nom de « l'équité », c'est l'alignement des droits par le bas.

Les propositions gouvernementales de mise à contribution des hauts revenus, des revenus du capital, des entreprises : cinq fois moins que les sacrifices imposés aux salariés !

Ce n'est pas la démographie qui est le problème de fonds, mais bien celui de la répartition des richesses créées par les salariés:

la part des salaires perdue dans l'ensemble de l'économie en France de 1982 à 2006 représente entre 80 et 170 milliards d'euros par an !!! Dans le même temps, la part de richesses créées par chaque salarié a augmenté de 30%... (Rapport de la Commission Européenne - 2007)
Selon le Conseil d'Orientation des Retraites, le besoin de financement des retraites serait de 34 milliards d'euros en 2030, 64 en 2050...

Cette réalité valide la démarche revendicative de la CGT basée sur : EMPLOI-SALAIRES-RETRAITES.

Les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA, sont déterminées à agir contre l'aggravation et les conséquences de la crise économique et sociale et le développement d'une insécurité sociale généralisée.

Ensemble, exigeons la prise en compte de nos revendications au sujet du service public, de l'emploi, du pouvoir d'achat, des statuts, des droits et garanties collectives, des conditions de travail, des retraites et des pensions. (propositions et revendications rappelées par les fédérations dans leur lettre ouverte du 1er juin 2010)

Chaque agent de tout âge, de tout grade et de tout service, doit prendre conscience que c'est de sa mobilisation que tout va désormais dépendre.

POUR LE DROIT A LA RETRAITE A 60 ANS rien n'est joué !
cgt

LE 24 JUIN, GREVE ET MANIFESTATION REGIONALE UNITAIRE à LILLE

(14 h 30, Porte de Paris)

Communiqué des organisations syndicales régionales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

24 JUIN : TOUTES ET TOUS MOBILISES EN NORD-PAS DE CALAIS

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA se sont réunies le jeudi 2 juin 2010 pour faire l'analyse de la journée de mobilisation du 27 mai pour l'emploi, les salaires et les retraites et pour envisager les suites. Elles portent une appréciation positive sur la dynamique de mobilisation qui a rassemblé les salariés du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes dans notre région alors que les annonces gouvernementales, notamment de reporter l'âge légal de départ en retraite, ont été faites 3 jours avant cette journée.

Les organisations syndicales rappellent que :

- la remise en cause de l'âge légal à 60 ans est inacceptable et injuste, en particulier elle fait porter les efforts sur les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;
- la reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;
- la question des nouvelles ressources reste pleine et entière ;
- La situation de l'emploi avec près de 310 000 demandeurs d'emploi au niveau régional se dégrade fortement, notamment pour les jeunes et les seniors, nécessitant une autre politique de l'emploi.

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales. Le gouvernement, avec mépris, a affirmé vouloir maintenir le cap sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. C'est inacceptable.

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisations et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Taxation des hauts revenus et des revenus du capital, harmonisation éventuelle entre le public et le privé... autant d'incertitudes et d'inquiétudes sur ses véritables intentions !

Rien n'est joué ! Le projet de loi devrait être présenté autour du 18 juin. L'intersyndicale se retrouvera régulièrement tout au long du processus qui court jusqu'à l'automne. Elle précisera ses analyses, continuera à faire connaître ses propositions et affinera ses mots d'ordre. Elle continuera à convaincre les salarié(e)s que leur intervention est indispensable.

Elles décident et appellent les salarié(e)s du public et du privé, les retraités, les privés d'emploi, les jeunes à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 24 juin 2010, notamment par des actions de grève et de manifestations.

Dans notre région, cette journée doit permettre à toutes et tous, avec ou sans emplois, jeunes, retraités, du secteur privé comme du public, d'exprimer solidairement leurs exigences en faveur de la justice et du progrès social.

Les organisations syndicales régionales invitent leurs organisations locales, professionnelles, dans les entreprises et administrations, à décider ensemble d'initiatives en direction des salariés afin de préparer et de contribuer à la réussite de cette journée d'action.

Le matin du 24 juin donnera lieu à des actions dans les entreprises et administrations, dans les localités, afin d'interpeller dans l'unité la plus large, employeurs et pouvoirs publics sur leurs responsabilités.

**Les organisations syndicales régionales appellent à
participer à la manifestation régionale :**

Jeudi 24 Juin 2010 à 14 h 30 - Porte de Paris à Lille